

avec les provinces, au sujet des plaintes concernant le prix élevé et la qualité médiocre des réparations automobiles au Canada?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, nous avons étudié un certain nombre d'aspects de cette situation et je sais que des provinces l'ont fait aussi. Cependant, je ne suis au courant d'aucune communication en ce sens ayant pu émaner des autorités provinciales.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA MISE À PIED DES EMPLOYÉS DES ARSENAUX CANADIENS À MISSISSAUGA—DEMANDE DE DÉLAI

M. Walter Deakon (High Park): Monsieur l'Orateur, le 18 janvier dernier, j'ai posé une question au ministre des Approvisionnements et Services par le truchement du premier ministre suppléant. Elle figure aux pages 2487 et 2488 du compte rendu officiel et avait trait à la mise à pied des employés des Arsenaux Canadiens à Mississauga. Le ministre peut-il répondre à cette question?

L'hon. James Richardson (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur l'Orateur, je puis confirmer que le gouvernement songe à vendre l'usine des Arsenaux Canadiens de Long Branch. Je déduis de la question du député qu'il s'inquiète surtout de ce qu'il adviendra des employés en cas de vente. Les autorités de cette société m'ont informé que dans cette éventualité, on veillerait aux intérêts des employés. Je puis ajouter que s'il y a vente, elle se fera évidemment à une entreprise commerciale qui aurait sans doute besoin de ces locaux et je suis donc porté à croire qu'il en résulterait une augmentation, et non une diminution, des perspectives d'embauche dans cette région.

* * *

L'AGRICULTURE

LA FRUCTICULTURE—LA LUTTE CONTRE LES INFECTIONS VIRALES

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, avec votre permission, je poserai ma question au ministre de l'Agriculture. Le ministre a bien voulu laisser savoir qu'il se renseignerait pour voir s'il serait possible d'obtenir les services d'un phytologiste qui s'occuperait spécialement des serres et des arbres fruitiers. A-t-il des renseignements à nous donner à ce sujet?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Je ne puis que confirmer au député que nous nous efforçons d'obtenir les services d'une personne compétente pour faire ce travail. Je pourrai lui donner des détails en particulier.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA DÉSAFFECTATION DE CHARS EN ALLEMAGNE

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Comme on vient de constater qu'environ 5,000 chars de combat ont été désaffectés en Allemagne, je me demande si le gouvernement canadien essaie d'en récupérer un certain nombre pour remplacer ceux dont font usage nos forces armées en Europe et qui aux dires du ministre, seront bientôt hors d'état de servir?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, avant de prendre une décision quelconque, il nous faudra déterminer si nous envisageons de continuer à remplir ce rôle en Europe et si ce dernier est compatible avec la nouvelle structure établie au Canada.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE—L'IDENTITÉ DES PERSONNES INDEMNISÉES PAR LE QUÉBEC

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au solliciteur général.

Le ministre a-t-il été renseigné par le ministre de la Justice du Québec sur l'identité des personnes qui ont été indemnisées à la suite de l'application des mesures de guerre et sur la façon dont elles l'ont été?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, j'ignore totalement les faits, mais il me fera plaisir de m'informer auprès du ministre de la Justice de la province de Québec et de renseigner l'honorable député.

L'hon. M. Asselin: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Pour faire suite à sa réponse, l'honorable ministre pourrait-il s'informer, comme il l'a dit, et déposer à la Chambre les informations que j'ai demandées?

L'hon. M. Goyer: L'honorable député sera informé de la façon la plus opportune, monsieur le président.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LE PROGRAMME D'ENGAGEMENT D'UNIVERSITAIRES FRANCOPHONES—LA NOTE DE SERVICE DE LA COMMISSION

[Traduction]

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre à propos d'une note de service intitulée: «Recrutement spécial de francophones dans la Fonction publique» et que le président du Conseil du Trésor a déposée à la Chambre en disant qu'elle avait été publiée à son insu et sans son consentement. Comme ce mémoire semble